



LRD

Vers une meilleure politique du changement climatique

Observatoire de Mauna Loa, Hawaï, 1957. Charles Keeling surveille la concentration en dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère. Ni lui ni le Gouvernement des Etats-Unis n'entrevoient encore l'intérêt de cette mesure qui, au fil des années, prouvera que la quantité de CO₂ augmente de façon régulière dans l'atmosphère. Faute de financement, le chercheur doit même interrompre ses mesures durant l'été 1964. Puis elles reprennent pour ne plus s'arrêter. Et lorsque, dans les années 1970, les climatologues s'interrogent sur les causes de la hausse des températures constatée depuis le début du XX^e siècle, la courbe de Mauna Loa leur met la puce à l'oreille : sans doute existe-t-il un rapport de cause à effet entre l'enrichissement de l'atmosphère en CO₂ et cette inexorable montée du thermomètre. Peu à peu, grâce à tout un ensemble de recherches, cette relation causale passera du statut d'hypothèse à celui de quasi-certitude scientifique.

En 1979, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) lance un programme de recherche sur le climat. Sous l'impulsion du Conseil international pour la science, une étude de grande ampleur sur les conséquences du changement climatique démarre en 1986. Puis le torride été 1988 aux Etats-Unis attise l'intérêt des médias et du public pour le phénomène en Amérique du Nord. D'autant que le 23 juin, en plein canicule, le climatologue James Hansen déclare au Congrès des Etats-Unis qu'il est certain à 99 % qu'un réchauffement à long terme est en cours et que sa cause est l'effet de serre. Le pays est la proie de la pire sécheresse depuis le Dust Bowl en 1930 lorsque, quelques jours plus tard, une conférence internationale sur le climat a lieu à Toronto, au Canada. Son verdict corrobore toutes les présomptions préalables : le surcroît d'émissions de gaz à effet de serre dû à l'activité humaine réchauffe l'atmosphère. Conclusion : il faut limiter ces émissions.

Toujours en 1988, à la demande des gouvernements, l'OMM et le Programme des Nations unies pour l'environnement fondent conjointement le *Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat** (Giec). Composé de milliers de chercheurs spécialistes du climat et de différentes branches de l'écologie et de l'économie, le Giec reçoit pour mandats de comprendre les implications pour le climat de l'accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère,

de suivre l'évolution du changement climatique, d'évaluer ses conséquences et de prévoir l'impact des choix politiques sur le climat à long terme. Dix-sept ans de travaux et trois volumineux rapports plus tard, dont le dernier daté de 2001, la fiabilité des données et la capacité des modèles à expliquer l'évolution du climat se sont beaucoup améliorées. Ils confirment que la majeure partie du réchauffement de l'atmosphère observée au XX^e siècle est imputable aux activités humaines. Les conséquences potentielles pour l'écologie et les populations humaines sont très graves.

Vivre avec le changement climatique

Se fondant surtout sur le dernier rapport du Giec et les données qui, depuis 2001, renforcent ses principales conclusions, le présent dossier de LaRevueDurable part du constat que le changement climatique est une réalité. Et qu'une de ses clefs majeures est l'incertitude qui règne quant à l'ampleur de son potentiel dévastateur et la vitesse à laquelle il se manifestera. Face à cette double incertitude, le temps est compté pour prendre de solides mesures de protection et cesser de tergiverser avec des demi-mesures inefficaces. Jon Barnett le souligne : le changement climatique bouleverse la notion de sécurité. Les tanks et les bombes sont inaptes à y faire face. L'humanité doit au plus vite entreprendre deux actions essentielles et complémentaires : adapter ses infrastructures et réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

Sur le versant de l'adaptation, le Royaume-Uni montre des signes qu'il a saisi le problème. Il met en marche des programmes d'évaluation des évolutions locales du climat, stimule – ce qui est décisif – la diffusion d'informations sur le sujet et incite les collectivités publiques et les entreprises à engager des études pour comprendre ce qu'elles encourent pour pouvoir ensuite elles-mêmes lancer des initiatives pour se protéger.

Face au manque et à l'excès d'eau selon les lieux et les saisons, le secteur de la production d'électricité a toutes les chances d'être très affecté. Une évaluation des effets du changement climatique sur cette activité a lieu en Scandinavie et en Suisse et débute en France. En revanche, l'Union européenne ne modifie pas sa politique agricole alors que le Bassin méditerranéen sera très probablement confronté à des sécheresses

de plus en plus sévères. Au bilan, ce que l'Europe entreprend pour s'adapter à l'évolution du climat n'est pas à la hauteur. Et dans les pays pauvres, la situation est encore plus simple : rien n'est fait.

Lutter contre les émissions

Le fait qu'un réchauffement soit à l'œuvre ne doit en aucun cas détourner de l'objectif de le contenir en réduisant massivement les émissions de gaz à effet de serre, car plus la concentration en carbone dans l'atmosphère sera élevée, plus les impacts seront graves.



Parmi les solutions qui circulent pour limiter ces émissions, la technologie de capture du carbone mérite attention, avec toute la prudence qui s'impose. Au niveau de la gouvernance mondiale, le protocole de Kyoto de réduction des émissions arrivera à son terme en 2012. Une quarantaine de solutions sont proposées pour y faire suite. Bien plus ambitieuse que ce premier protocole, l'option Contraction et convergence paraît apte à relever le défi.

En l'absence de leadership fédéral aux Etats-Unis, de nombreux Etats ne baissent pas les bras. Joshua Bushinsky et Paige Messec décrivent les actions technologiques et économiques qu'ils entreprennent pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Plus hardie et cohérente, la politique européenne obtient des résultats bien plus probants. Mais cette réponse n'est pas non plus à la hauteur du défi. Seule la piste d'une taxe dissuasive peut détourner des énergies les plus polluantes.

Au bilan, il apparaît vital de changer le mode de vie dominant, fondé sur la consommation et la croissance à outrance. Mais pour maintenir le statu quo, l'être humain mobilise une batterie de mécanismes qui l'aide à occulter les problèmes – surtout les plus graves – ou à en rejeter la responsabilité ailleurs. Eclairer ces mécanismes comme le fait Mayer Hillman peut aider à s'en débarrasser pour le meilleur. Et quatre pages indiquent les comportements vertueux qui peuvent réduire les émissions individuelles de gaz à effet de serre. Elles révèlent que, loin d'obliger à de terribles sacrifices, les modes de vie plus durables ouvrent au contraire la porte à une bien meilleure qualité de vie. ■